



Vers la révolution écosocialiste [2/2]

Michael Löwy

7 janvier 2021

Traduction d'un texte de Climate & Capitalism pour le site de Ballast

Le temps est compté mais il n'est pas trop tard pour agir, estime le philosophe franco-brésilien Michael Löwy. Chacun sait que le système capitaliste est très largement responsable de la crise écologique ; chacun sait « la guerre » qu'il mène contre l'environnement — inutile d'y revenir. La question climatique s'impose dès lors, poursuit-il, comme « la question sociale et politique la plus importante du XXI^e siècle ». Pour y répondre, les écosocialistes s'échinent, depuis vingt ans, à s'organiser de par le monde — en Afrique du Sud, au Brésil, en Australie, au Canada, en Inde, en Turquie ou encore aux États-Unis. Dans ce second volet, Löwy revient sur l'échec inévitable du mouvement écologiste s'il n'entend pas rompre avec le capitalisme, c'est-à-dire se tourner vers le socialisme, et sur le caractère obsolète du mouvement anticapitaliste s'il ne place pas l'écologie en son centre.

[lire le premier volet]



Les questions environnementales n'étant pas aussi marquantes au XIX^e siècle qu'à notre époque de catastrophe écologique naissante, ces préoccupations n'ont pas joué un rôle central dans les travaux de Marx et Engels. Néanmoins, leurs écrits utilisent des arguments et des concepts essentiels concernant le lien entre dynamique capitaliste et destruction de l'environnement naturel, et le développement d'une alternative socialiste et écologique au système dominant. Certains passages de Marx et d'Engels (et, sans conteste, dans les courants marxistes dominants qui ont suivi) adoptent une position non critique à l'égard des forces productives créées par le capital, traitant le « développement des forces productives » comme le principal facteur du progrès humain. Cependant, Marx était radicalement opposé à ce que nous appelons aujourd'hui le « productivisme » — la logique capitaliste selon laquelle l'accumulation de capital, de richesses et de marchandises devient une fin en soi.

« Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol. »

L'idée fondamentale de l'économie socialiste — contrairement aux caricatures bureaucratiques qui prévalaient dans les expériences « socialistes » du XX^e siècle — est de produire des valeurs d'usage, des biens nécessaires à la satisfaction des besoins, au bien-être et à l'épanouissement de l'Homme. Pour Marx, la caractéristique centrale du



progrès technique n'était pas la croissance indéfinie des produits (« avoir »), mais la réduction du travail socialement nécessaire et l'augmentation concomitante du temps libre (« être »). L'accent mis par Marx sur l'auto-développement communiste, sur le temps libre pour les activités artistiques, érotiques ou intellectuelles — par opposition à l'obsession capitaliste de la consommation de biens de plus en plus matériels — implique une réduction décisive de la pression sur l'environnement naturel.

Au-delà du bénéfice présumé pour l'environnement, une contribution marxienne essentielle à la pensée écologique socialiste consiste à attribuer au capitalisme une faille métabolique — c'est-à-dire une perturbation de l'échange matériel entre les sociétés humaines et l'environnement naturel. Cette question est notamment abordée dans un passage bien connu du *Capital* :

La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle concentrée dans les grandes villes et qui s'accroît sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré. [...] En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : La terre et le travailleur.



□Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com□

Ce passage important clarifie la vision dialectique de Marx sur les contradictions du « progrès » et ses conséquences destructrices pour la nature dans les conditions capitalistes. L'exemple, bien sûr, se limite à la perte de fertilité du sol. Mais sur cette base, Marx tire l'idée générale que la production capitaliste incarne une tendance à miner les « *conditions naturelles éternelles* ». D'un point de vue similaire, Marx réitère l'argument, plus familier, selon lequel la même logique prédatrice du capitalisme exploite et avilit les travailleurs. Alors que la plupart des écosociologues contemporains s'inspirent des idées de Marx, l'écologie a pris une place de plus en plus centrale dans leur analyse et leur action. Au cours des années 1970 et 1980, en Europe comme aux États-Unis, un socialisme écologique a commencé à prendre forme. Manuel Sacristan, un philosophe espagnol dissident-communiste, a fondé la revue écosocialiste et féministe *Mientras Tanto* en 1979, introduisant le concept dialectique de « forces destructives-productives ». Raymond Williams, socialiste britannique et fondateur des études culturelles modernes, a été l'un des premiers en Europe à appeler à un « *socialisme écologiquement conscient* » ; on lui attribue même souvent le mérite d'avoir inventé le terme « écosocialisme ». André Gorz, philosophe et journaliste français, a soutenu l'idée que l'écologie politique doit porter une critique de la pensée économique et appelé à une transformation écologique et humaniste du travail. Barry Commoner, un biologiste américain, a soutenu que le système capitaliste et sa technologie — et non la croissance démographique — étaient responsables de la destruction de l'environnement, ce qui l'a



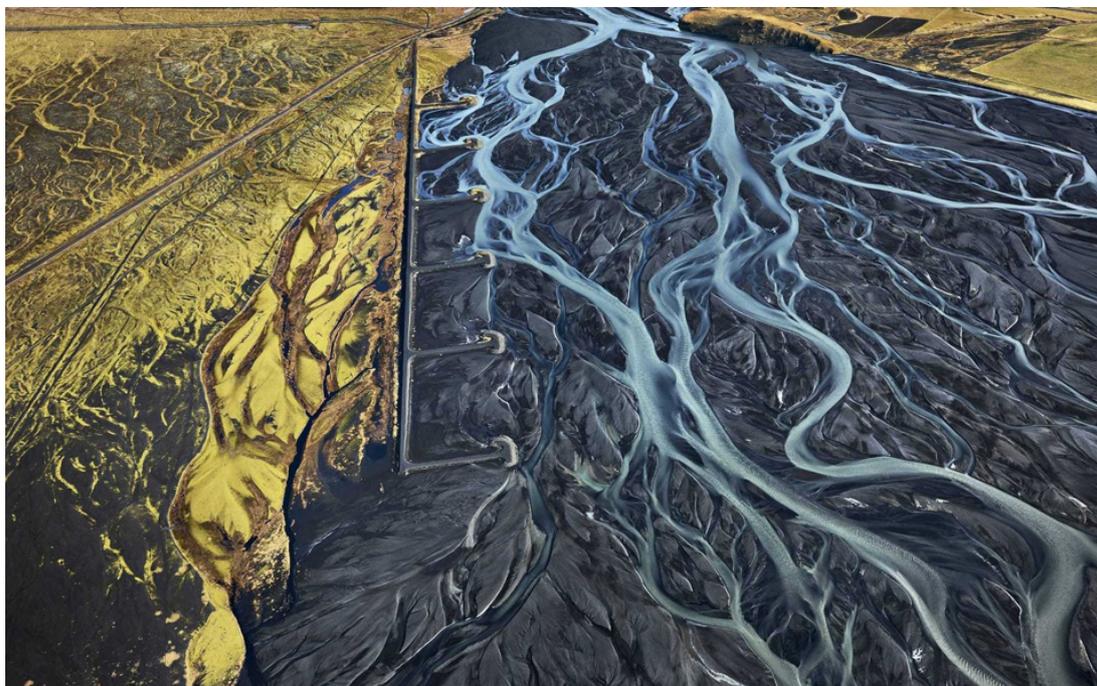
conduit à la conclusion qu'une « *sorte de socialisme* » était l'alternative réaliste.

« *Le système capitaliste est l'un des principaux responsables du changement climatique et de la crise écologique plus large qui touche la Terre.* »

Dans les années 1980, James O'Connor a fondé l'influente revue *Capitalism Nature Socialism*. La revue s'est inspirée de l'idée de O'Connor sur la « *deuxième contradiction du capitalisme* ». Dans cette formulation, la première contradiction est la contradiction marxiste entre les forces et les rapports de production ; la deuxième se situe entre le mode de production et les « conditions de production » — en particulier, l'état de l'environnement. Une nouvelle génération d'écomarxistes est apparue dans les années 2000, dont [John Bellamy Foster](#) et d'autres, autour de la revue *Monthly Review* : ils ont développé le concept marxiste de « fracture métabolique » entre les sociétés humaines et l'environnement. En 2001, Joel Kovel et l'auteur des présentes lignes ont publié un *Manifeste écosocialiste*, développé plus avant par les mêmes auteurs, aux côtés de [Ian Angus](#) cette fois, dans le « *Manifeste écosocialiste de Belem* » de 2008, signé par des centaines de personnes de 40 pays et distribué au Forum social mondial en 2009. Il est devenu une référence importante pour les écosocialistes du monde entier.

Pourquoi les écologistes doivent être socialistes

Comme ces auteurs, et d'autres, l'ont montré, le capitalisme est incompatible avec un quelconque avenir durable. Le système capitaliste, une machine de croissance économique propulsée par les combustibles fossiles depuis la Révolution industrielle, est l'un des principaux responsables du changement climatique et de la crise écologique plus large qui touche la Terre. Sa logique irrationnelle d'expansion et d'accumulation sans fin, de gaspillage des ressources, de consommation ostentatoire, d'obsolescence programmée et de recherche du profit à tout prix conduit la planète au bord de l'abîme.



□Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com□

Le « capitalisme vert » (la stratégie qui consiste à réduire l'impact environnemental tout en maintenant les institutions économiques dominantes) offre-t-il une solution ? L'in vraisemblance d'un tel scénario de réforme politique est *illustrée* de la manière la plus éclatante par l'échec d'un quart de siècle de conférences internationales visant à traiter efficacement le changement climatique. Les forces politiques engagées dans l'« économie de marché » capitaliste qui ont créé le problème ne peuvent être à l'origine de la solution. Lors de la conférence de Paris sur le climat de 2015, de nombreux pays ont ainsi décidé de faire de sérieux efforts pour maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2 °C (idéalement, ont-ils convenu, en dessous de 1,5 °C). En conséquence, ils se sont portés volontaires pour mettre en œuvre des mesures visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils n'ont toutefois mis en place aucun mécanisme d'application ni de conséquences en cas de non-respect, ce qui ne garantit pas qu'un pays tiendra sa parole. Les États-Unis, deuxième plus gros émetteur de carbone au monde, sont désormais dirigés par un négationniste du climat [texte écrit avant la départ de Donald Trump, ndlr] qui les a retirés de l'accord. Même si tous les pays respectaient leurs engagements, la température mondiale *augmenterait de 3 °C* ou plus, avec un risque important de changement climatique désastreux et irréversible.

« Le défi environnemental — construire un système alternatif qui



*reflète le bien commun dans son ADN institutionnel — devient
inextricablement lié au défi socialiste. »*

Le défaut fatal du capitalisme vert réside dans le conflit entre la micro-rationalité du marché capitaliste, avec son calcul à courte vue des pertes et profits, et la macro-rationalité de l'action collective pour le bien commun. La logique aveugle du marché résiste à une transformation rapide de l'énergie pour s'éloigner de la dépendance aux combustibles fossiles, en contradiction intrinsèque avec la rationalité écologique. Il ne s'agit pas d'accuser les « mauvais » capitalistes écocidaire, par opposition aux « bons » capitalistes verts : la faute incombe à un système ancré dans une concurrence impitoyable et une course au profit à court terme qui détruit l'équilibre de la nature. Le défi environnemental — construire un système alternatif qui reflète le bien commun dans son ADN institutionnel — devient inextricablement lié au défi socialiste.

Ce défi exige la construction de ce que [E. P. Thompson](#) a appelé une « économie morale », fondée sur des principes non monétaires et extra-économiques, sociaux-écologiques et régie par des processus de décision démocratiques. Bien plus qu'une réforme progressive, ce qu'il faut, c'est l'émergence d'une civilisation sociale et écologique qui fasse naître une nouvelle structure énergétique et un ensemble de valeurs et un mode de vie post-consumériste. La réalisation de cette vision ne sera pas possible sans une planification et un contrôle publics sur les « moyens de production », les intrants physiques utilisés pour produire une valeur économique — telles que les installations, les machines et les infrastructures.



□Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com□

Une politique écologique qui fonctionne dans le cadre des institutions et des règles dominantes de l'« économie de marché » ne permettra pas de relever les profonds défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Les écologistes qui ne reconnaissent pas que le « productivisme » découle de la logique du profit sont voués à l'échec — ou, pire, à être absorbés par le système. Les exemples abondent. L'absence d'une position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens — notamment en France, en Allemagne, en Italie et en Belgique — à devenir de simples partenaires « éco-réformistes » dans la gestion sociale-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre-gauche. Bien sûr, la nature ne s'en est pas mieux sortie sous le « socialisme » de type soviétique que sous le capitalisme. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'écosocialisme a un programme et une vision très différents du soi-disant « socialisme réellement existant » du passé. Puisque les racines du problème écologique sont systémiques, l'écologie doit remettre en question le système capitaliste dominant, ce qui signifie qu'il faut prendre au sérieux la synthèse du XXI^e siècle entre l'écologie et le socialisme : l'écosocialisme.

Pourquoi les socialistes doivent être écologistes

« L'absence d'une position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens à devenir de simples



partenaires "éco-réformistes". »

La survie de la société civilisée, et peut-être d'une grande partie de la vie sur la planète Terre, est en jeu. Une théorie ou un mouvement socialiste qui n'intègre pas l'écologie comme élément central de son programme et de sa stratégie est anachronique et sans intérêt. Le changement climatique représente l'expression la plus menaçante de la crise écologique planétaire, posant un défi sans précédent historique. Si on laisse les températures mondiales dépasser les niveaux préindustriels de plus de 2 °C, les scientifiques prévoient des conséquences de plus en plus graves — comme une élévation du niveau de la mer si importante qu'elle risquerait de submerger la plupart des villes maritimes, de Dacca au Bangladesh à Amsterdam, Venise ou New York. Une désertification à grande échelle, une perturbation du cycle hydrologique et de la production agricole, des phénomènes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes et la disparition d'espèces sont autant de menaces. Nous en sommes déjà à 1 °C. À quelle augmentation de température (5, 6 ou 7 °C) allons-nous atteindre un point de basculement au-delà duquel la planète ne pourra plus supporter la vie civilisée, voire deviendra inhabitable ?

Il est particulièrement inquiétant de constater que les effets du changement climatique s'accroissent à un rythme bien plus rapide que ne le prédisent les climatologues, qui — comme presque tous les scientifiques — ont tendance à être très prudents. L'encre ne sèche pas plus vite sur un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat lorsque l'augmentation des impacts climatiques le fait paraître trop optimiste. Alors que l'accent était autrefois mis sur ce qui se passera dans un avenir lointain, l'attention s'est de plus en plus portée sur ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui et dans les années à venir.



□Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com□

Certains socialistes reconnaissent la nécessité d'intégrer l'écologie, mais s'opposent au terme « écosocialisme », arguant que le socialisme inclut déjà l'écologie, le féminisme, l'antiracisme ainsi que d'autres fronts progressistes. Cependant, le terme « écosocialisme », en suggérant un changement décisif des idées socialistes, revêt une signification politique importante. Premièrement, il reflète une nouvelle compréhension du capitalisme en tant que système basé non seulement sur l'exploitation mais aussi sur la destruction — la destruction massive des conditions de vie sur la planète. Deuxièmement, l'écosocialisme étend la signification de la transformation socialiste au-delà d'un changement de propriété : une transformation civilisationnelle de l'appareil productif, des modes de consommation et de l'ensemble du mode de vie. Troisièmement, ce nouveau terme souligne la vision critique qu'il adopte des expériences du XX^e siècle au nom du socialisme.

« L'écosocialisme étend la signification de la transformation socialiste au-delà d'un changement de propriété : une transformation civilisationnelle. »

Le socialisme du XX^e siècle, dans ses tendances dominantes (social-démocratie et communisme de type soviétique), était, au mieux, inattentif à l'impact humain sur



l'environnement et, au pire, complètement méprisant. Les gouvernements ont adopté et adapté l'appareil productif capitaliste occidental dans un effort de « développement », tout en ignorant largement les coûts négatifs profonds sous forme de dégradation de l'environnement. L'URSS en est un parfait exemple. Les premières années qui ont suivi la Révolution d'Octobre ont vu se développer un courant écologique : un certain nombre de mesures de protection de l'environnement ont été promulguées. Mais, à la fin des années 1920, du fait du processus de bureaucratisation stalinienne en cours, un productivisme insouciant de l'environnement s'est imposé dans l'industrie et l'agriculture au moyen de méthodes totalitaires, tandis que les écologistes étaient marginalisés ou éliminés. L'accident de Tchernobyl de 1986 est un emblème dramatique des conséquences désastreuses à long terme.

Changer qui possède des biens sans changer la façon dont ils sont gérés est une impasse. Le socialisme doit placer la gestion démocratique et la réorganisation du système productif au cœur de la transformation, ainsi qu'un engagement ferme en faveur de la gestion écologique. Pas seulement le socialisme ou l'écologie, mais l'écosocialisme.

L'écosocialisme et la Grande Transition

La lutte pour le socialisme vert à long terme exige de lutter pour des réformes concrètes et urgentes à court terme. Sans se faire d'illusions sur les perspectives d'un « capitalisme propre », le mouvement pour un changement profond doit essayer de réduire les risques pour les personnes et la planète, tout en gagnant du temps pour obtenir le soutien nécessaire à un changement plus fondamental. En particulier, la bataille pour forcer les puissances en place à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre reste un front clé, de même que les efforts locaux pour passer à des méthodes agroécologiques, à l'énergie solaire coopérative et à la gestion communautaire des ressources.



□Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com□

Ces luttes concrètes et immédiates sont importantes en soi : des victoires partielles sont essentielles pour lutter contre la détérioration de l'environnement et le désespoir face à l'avenir. À plus long terme, ces campagnes peuvent contribuer à élever la conscience écologique et socialiste et à promouvoir l'activisme d'en bas. La prise de conscience et l'auto-organisation sont toutes deux des conditions préalables et des fondements décisifs pour transformer radicalement le système mondial. L'amplification de milliers d'efforts locaux et partiels en un mouvement mondial systémique global ouvre la voie à une Grande Transition : une nouvelle société et un nouveau mode de vie. Cette vision imprègne l'idée populaire d'un « mouvement des mouvements », née du mouvement pour la justice mondiale et des Forums sociaux mondiaux, et qui, depuis de nombreuses années, a favorisé la convergence des mouvements sociaux et environnementaux dans une lutte commune. L'écosocialisme n'est qu'un courant parmi d'autres dans ce courant plus large, sans prétendre qu'il est « plus important » ou « plus révolutionnaire » que les autres. Une telle prétention concurrentielle engendre une polarisation contre-productive alors que ce qu'il faut, c'est l'unité.

« Le mouvement pour la justice climatique réunit l'antiracisme et l'écosocialisme dans la lutte contre la destruction des conditions de vie des communautés souffrant de discrimination. »



L'écosocialisme vise plutôt à contribuer à un ethos commun adopté par les différents mouvements pour une Grande Transition. L'écosocialisme se considère comme faisant partie d'un mouvement international : puisque les crises écologiques, économiques et sociales mondiales ne connaissent pas de frontières, la lutte contre les forces systémiques qui sont à l'origine de ces crises doit également être mondialisée. De nombreuses intersections importantes font surface entre l'écosocialisme et d'autres mouvements, notamment les efforts visant à relier l'[écoféminisme](#) et l'écosocialisme comme étant convergents et complémentaires. Le mouvement pour la justice climatique réunit l'antiracisme et l'écosocialisme dans la lutte contre la destruction des conditions de vie des communautés souffrant de discrimination. Dans les mouvements indigènes, certains dirigeants sont des écosocialistes ; de nombreux écosocialistes voient quant à eux dans le mode de vie indigène, fondé sur la solidarité communautaire et le respect de la « *Pachamama* », une source d'inspiration pour la perspective écosocialiste. De même, l'écosocialisme trouve sa voix au sein des mouvements paysans, syndicaux, décroissants — pour ne parler que d'eux.

Le mouvement de rassemblement des mouvements cherche à changer le système, convaincu qu'un autre monde est possible au-delà de la marchandisation, de la destruction de l'environnement, de l'exploitation et de l'oppression. Le pouvoir des élites dirigeantes en place est indéniable et les forces de l'opposition radicale restent faibles. Mais elles se développent et représentent notre espoir d'arrêter le cours catastrophique de la « croissance » capitaliste. L'écosocialisme apporte une perspective importante pour nourrir la compréhension et la stratégie de ce mouvement pour une Grande Transition. Walter Benjamin a défini les révolutions non comme la locomotive de l'Histoire, comme le pensait Marx, mais comme le fait pour l'humanité de tirer sur le frein de secours avant que le train ne tombe dans l'abîme. Nous n'avons jamais autant eu besoin d'atteindre ce levier ensemble et de tracer une nouvelle voie vers une destination différente. L'idée et la pratique écosocialistes peuvent aider à orienter ce projet historique mondial.

Traduit de l'anglais par la rédaction de Ballast, avec l'aimable autorisation de l'auteur | « Ecosocialism : A Vital Synthesis », *Climate & Capitalism*, 16 décembre 2020

Photographies de bannière et de vignette : Edward Burtynsky | www.edwardburtynsky.com

